

MALI : FICHE PAYS – MAI 2021



Catégorie OCDE (2020) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : -/Caa1/-

Change : Franc CFA / Régime de change fixe / EUR

Horizon de l'objectif de réduction des GES : -29% à horizon 2030

FORCES

- Soutien des instances multilatérales
- Maitrise des finances publiques
- Endettement public extérieur modéré

FAIBLESSES

- Petit pays enclavé
- Economie essentiellement agricole, peu diversifiée
- Base d'exportations très étroite (or, coton)
- Situation politique et sécuritaire très instables

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : dégradation

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : l'activité se serait contractée de l'ordre de 2% en 2020* en raison de la crise sanitaire mais aussi de la situation politique très dégradée à la suite du coup d'Etat de l'été et d'un contexte sécuritaire très défavorable. La croissance devrait à nouveau être positive en 2021, soutenue par la production de coton et d'or. Un taux de croissance de 4% conforme aux prévisions du FMI nécessite la maîtrise effective de l'épidémie et l'absence de détérioration de la situation politique et/ou sécuritaire.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : la contraction de l'activité et l'interruption des flux d'aide après les événements de l'été, conjugués à la hausse des dépenses face à la crise sanitaire ont fortement creusé le déficit en 2020 à -5,5%. Le niveau élevé des dépenses et une faible progression des recettes devraient empêcher une réelle amélioration des finances publiques en 2021. Le ratio d'endettement de l'Etat devrait continuer à augmenter pour atteindre 46% du PIB en 2021. Le service de la dette (30% des revenus de l'Etat) est alourdi par la dette domestique dont le coût est plus élevé que celui de la dette externe, majoritairement concessionnelle.
- **Vulnérabilité extérieure** : exportateur de matières premières (or et coton) et importateur de pétrole, le Mali a bénéficié en 2020 d'une évolution favorable de ses termes de l'échange. Malgré la hausse attendue des volumes d'exportation de coton et d'or, dont les cours sont bien orientés, l'augmentation des prix du pétrole et des biens alimentaires devraient renchérir les importations et pourraient accentuer la dégradation du solde courant à -4% du PIB en 2021. Le risque de surendettement extérieur reste modéré mais les vulnérabilités sont fortes, en raison de la fragilité des recettes d'exportation mais aussi des flux d'aide et d'investissements étrangers, contraints par la situation sécuritaire et politique.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : le secteur bancaire est globalement stable mais une forte concentration des prêts (commerce, hôtellerie /restauration) est source de vulnérabilité, en particulier dans le contexte de crise sanitaire et économique qui a particulièrement affecté ces secteurs.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : depuis la crise majeure qu'a traversé le pays en 2012, le Mali peine à retrouver une stabilité. Le Président I. Boubacar Keïta a été contraint à la démission en août 2020 après la prise du pouvoir par un groupe de militaires qui a mis en place un gouvernement de transition en octobre. Des élections devraient se tenir début 2022, précédées par un référendum constitutionnel. La situation sécuritaire reste très précaire, marquée par de fréquentes attaques terroristes au nord et au centre du pays.
- **Climat des affaires** : les acteurs économiques doivent faire face à d'importantes défaillances des infrastructures (électricité) mais aussi un niveau élevé de corruption.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : le Mali est très exposé aux risques climatiques, en particulier son secteur agricole. Ses émissions de GES ont augmenté de plus de 5,5%/an en moyenne entre 2014-18, plus rapidement que pendant les quatre années précédentes (+2,6% / an en moyenne). Le Mali s'est engagé à les réduire de 29% d'ici 2030, en privilégiant la production d'énergie renouvelable. L'objectif semble toutefois ambitieux, surtout dans le contexte économique et politique du pays.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2016 et 2019 (% du total)

Exportations		Importations	
Métaux précieux (or)	79,6%	Pétrole	21,0%
Coton	5,5%	Machines, engins mécaniques	8,1%
Bétail	4,5%	Véhicules automobiles	8,0%
Engrais	2,4%	Eqpts électriques	7,2%
		Produits pharmaceutiques	4,8%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises 2016-2019 (% du total)

Exportations		Importations	
Afrique du Sud	40,5%	Sénégal	21,4%
Suisse	26,6%	Chine	15,2%
Côte d'Ivoire	5,5%	Côte d'Ivoire	10,0%
Burkina Faso	5,0%	France	8,3%
France (15 ^{ème})	0,6%	Allemagne	3,6%

Source: International Trade Center, CNUCED

(*) Le FMI qui souligne les incertitudes sur ces estimations en raison du manque de données sur l'activité au cours de l'année

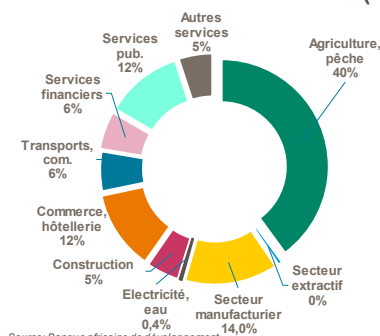
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MALI	2016	2017	2018	2019	2020(e)	2021(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)*	14	15	17	17	18	20
<i>Rang PIB mondial</i>	122	119	119	118	116	116
Population (Mns)*	17,4	18,0	18,5	19,1	19,7	20,2
<i>Rang Population mondiale</i>	64	64	63	63	61	61
PIB / habitant (USD)*	804	855	923	907	897	983
Croissance PIB (%)*	5,9	5,3	4,7	4,8	-2,0	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)*	-1,8	1,8	1,7	-2,9	0,6	1,7
Part exportations manufacturées (% total exp.):**	5,7	12,8	0,0	0,0	0,0	0,0
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)*	35,9	35,5	36,1	40,5	44,2	46,1
Solde public (% PIB)*	-3,9	-2,9	-4,7	-1,7	-5,5	-5,5
Charge de la dette publique (% recettes budg.):**	3,0	4,4	5,8	4,7	6,0	6,0
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)*	-7,2%	-7,3%	-4,9%	-4,8%	-2,0%	-4,1%
IDE (% du PIB)***	2,5%	3,6%	2,7%	2,9%	0,0%	0,0%
Réserves UEMOA (en mois d'importation B&S)	4,0	4,1	4,7	5,9	5,5	5,0
Dette extérieure totale (% PIB)***	25%	25%	23%	26%	26%	28%
Dette extérieure CT (% PIB)**	0,6%	0,6%	0,7%	0,6%	NA	NA
Taux de change*	593,0	582,0	555,7	586,3	574,7	NA
SYSTEME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés*	14,4	13,5	12,1	13	NA	NA
Taux de NPL*	15,6	16,7	13,5	10,5	NA	NA
ROE*	17	14,4	15,2	11	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	169	171	174	174	NA	NA
Rang doing business (190 pays)**	141	143	145	148	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	174	174	174	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI (REO 10/2020);*Banque Mondiale;**Oxford Economics;

a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Mali : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2019)





1. SITUATION ECONOMIQUE

• Economie agricole et de services

La **production agricole** (40% du PIB) provient essentiellement de **petites exploitations de cultures vivrières** (millet, riz, sorgho, maïs). Les **arachides**, le **coton** et la canne à sucre sont cultivés pour l'exportation. La production de coton s'est effondrée en 2020 (moins de 150 000 t contre 700 000 t en 2019) : la forte baisse des cours garantis aux producteurs (de 275 à 200 F CFA) et la suppression des subventions sur l'achat d'engrais ont découragé de nombreux producteurs qui ont préféré se tourner vers des productions plus rentables comme le maïs. L'Etat devrait soutenir à nouveau ce secteur en 2021 et développer également sa transformation locale.

Le secteur minier est dominé par la **production d'or**. Le Mali en est le troisième producteur du continent africain (après le Ghana et l'Afrique du Sud). La production industrielle était de l'ordre de 65 t en 2020 selon le ministère des Mines, quasi identique à celle de 2019. S'ajoute la production artisanale, estimée à 6 t. Le maintien des cours à un niveau relativement élevé et la hausse de l'extraction dans la mine de Morila devraient soutenir la production en 2021. Le Mali abrite également des réserves de manganèse et de minerai de fer.

La **production manufacturière** pèse pour moins de 15% du PIB, concentrée sur les activités de « métallurgie et fonderie » liées à la production aurifère, de textile et de transformation agro-alimentaire.

Le **commerce et les services publics** représentent environ la moitié de l'activité du tertiaire qui représente plus de 40% de la valeur ajoutée malienne.

L'**absence de diversification**, la **faiblesse du secteur manufacturier**, l'insuffisance d'investissements, les défaillances du secteur de l'énergie mais surtout les **problèmes sécuritaires**, constituent **d'importants obstacles à la croissance**.

• Ampleur incertaine du rebond en 2021

Le Mali avait enregistré relativement peu de cas de COVID 19 jusqu'à mi-2020 mais a été confronté à une **seconde vague plus forte fin 2020-début 2021**. Une partie des mesures restrictives mises en place en mars et levées fin juillet 2020 ont été réintroduites en décembre pour quelques semaines. **Les restrictions ont été levées fin janvier 2021. La vaccination a débuté fin mars 2021** dans le cadre de l'initiative COVAX avec l'objectif de vacciner 20% de la population.

L'économie nationale a été touchée en 2020 par la **chute de la demande mondiale de coton**, la **baisse des transferts d'expatriés** (plus de 5% du PIB en 2019), puis par l'effet des mesures restrictives. Se sont ajoutées les conséquences des **sanctions imposées par la CEDEAO¹ après la prise du pouvoir par une junte militaire mi-août 2020** : fermeture des frontières jusqu'à début octobre et suspension de toutes les transactions avec les pays membres, privant le pays enclavé de l'accès aux ports (Abidjan, Dakar) par lesquels transitent ses exportations. Par ailleurs, le contexte sécuritaire et politique a pesé sur les investissements. **L'activité se serait contractée de -2% en 2020** selon le FMI qui souligne toutefois les incertitudes sur ces estimations en raison du manque de données sur l'activité au cours de l'année.

En 2021, l'économie pourrait profiter de la hausse de la demande mondiale de coton liée à la reprise de l'industrie textile et d'une progression de l'activité, notamment de secteurs miniers et des services, dans un **contexte sanitaire et politique plus favorable**. La croissance **pourrait ainsi atteindre 4%** selon le FMI². Toutefois l'absence de maîtrise de l'épidémie et/ou une nouvelle détérioration de la situation politique et sécuritaire limiterait fortement la reprise. Le FMI a établi un **scénario alternatif** conduisant à une croissance de **1%** en 2021. La Banque Mondiale³ table de son côté sur 2,5% de croissance en 2021. La croissance moyenne de l'économie malienne était de l'ordre de 5,5%/an entre 2014 et 2019.

• Du franc CFA à l'Eco ?

Membre de l'UEMOA, le Mali appartient donc à la zone Franc. Fin décembre 2019, le président ivoirien A. Ouattara a annoncé une réforme du Franc CFA, comprenant :

- un changement d'appellation de la monnaie de Franc CFA en « ECO » ;
- la fermeture du compte d'opérations ouvert auprès du Trésor français, sur lequel la BCEAO était tenue de déposer, au minimum, 50% de ses réserves.

En revanche, **ni garantie de convertibilité de la France, ni la parité fixe face à l'euro ne sont remises en cause** par cette réforme. Le calendrier de mise en œuvre n'est pas très précis, d'autant que certains pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont émis des critiques sur l'utilisation de la dénomination « ECO » qui était initialement le nom choisi pour la future monnaie unique de la zone

¹ Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui regroupe, outre les pays d'UEMOA, le Cap Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Nigéria, la Sierra Leone

² Regional Economic Outlook Avril 2021

³ Perspectives janvier 2021



CEDEAO et non des seuls pays de la zone franc. En tout état de cause, ces modifications ne devraient pas avoir d'impact économique et financier majeurs pour les pays concernés, tant que la parité fixe et la garantie de convertibilité sont maintenues.

- **Secteur bancaire globalement stable mais fragile**

L'inclusion financière est faible au Mali : seuls 35% des adultes détiennent un compte (43% en moyenne en Afrique sub-saharienne)⁴.

Le système bancaire est globalement sain selon le FMI et son niveau de capitalisation satisfaisant (ratio de 13% en 2019), **bien supérieur au minimum de 8%**.

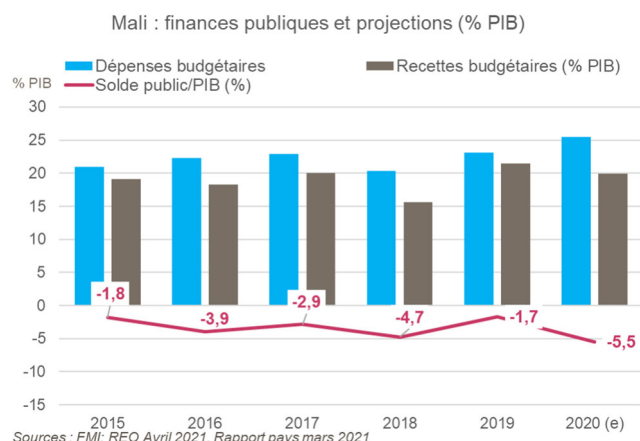
Les banques sont **globalement** rentables, et **le niveau des créances douteuses était en baisse en 2019** (10,5% contre près de 17% en 2017).

Les banques maliennes sont **très exposées sur l'Etat**, les titres de dette publique représentant ¼ des actifs des établissements bancaires. Les crédits au secteur privé sont **concentrés sur le secteur du commerce, hôtellerie /restauration** (plus de 40% du total) particulièrement affecté par la crise sanitaire.

La BCEAO a pris des mesures pour soutenir la liquidité des banques et les crédits à l'économie pendant la crise, en particulier en faveur des PME. Les montants de liquidités alloués aux banques commerciales ont été augmentés et le taux de refinancement réduits. Les établissements ont été encouragés à accorder des délais pour le remboursement des crédits. Favorables à l'économie, ces mesures pourraient cependant fragiliser le secteur. Les prêts non performants avaient peu progressé en septembre 2020 (10,7%).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Les dépenses sécuritaires accentuent les tensions sur les finances publiques**

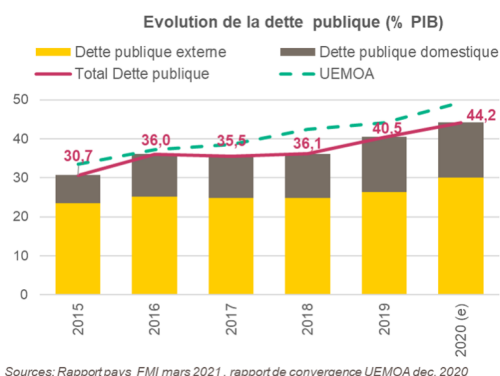


Les crises sanitaire et politique ont fortement dégradé le solde public en raison de la baisse des revenus (chute de l'activité mais aussi suspension des flux d'aide internationale après les événements de l'été 2020) et surtout de la forte progression des dépenses. Le plan d'aide COVID portait sur un montant estimé à 2,2% du PIB (dépenses de santé, aide aux ménages et entreprises en difficultés) auxquelles se sont ajoutées des allègements fiscaux (0,6% du PIB).

Le déficit s'est creusé à -5,5% en 2020 et ne devrait pas se résorber en 2021. Les dépenses courantes continueront à augmenter, en particulier le poste des salaires. Après d'importantes manifestations en 2020, le gouvernement a consenti une forte augmentation des salaires pour les enseignants (+33%), provoquant des revendications dans les autres secteurs de la fonction publique. Le nombre de fonctionnaires devrait également continuer à progresser, en particulier dans le secteur de la sécurité/défense. Les subventions seront en outre revues à la hausse pour l'agriculture (coton) et l'énergie (électricité). Des mesures supplémentaires de soutien économique (0,8% du PIB) ont par ailleurs été annoncées. Enfin, les dépenses militaires et sécuritaires devraient rester élevées.

Parallèlement, **les revenus devraient peu progresser**, faute de réels progrès dans les réformes visant à améliorer la mobilisation des recettes fiscales. Un niveau de croissance inférieur à celui du cas de base retenu par le FMI (+4%) en raison d'une détérioration de la situation sanitaire et/ou politique accentuerait le déficit au-delà de -5,5% du PIB. Le Gouvernement conserve son objectif de ramener progressivement le déficit au niveau du critère de convergence UEMOA (-3%) en 2024.

- **Risque de surendettement modéré**



Le ratio d'endettement public devrait dépasser 44% du PIB en 2020, soit un niveau légèrement inférieur à la moyenne de l'UEMOA (49%). Mais il a plus que doublé depuis 2006 (18% du PIB) date à laquelle le pays a bénéficié d'une réduction de dette dans le cadre de

⁴ Banque Mondiale, 2017



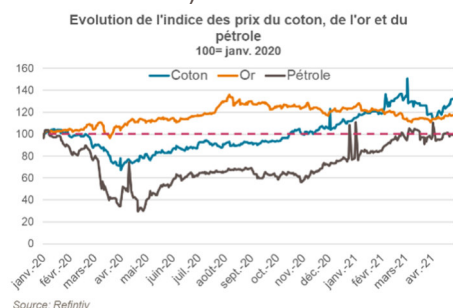
l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTÉ). L'absence d'amélioration des finances publiques devrait se traduire par une nouvelle augmentation du ratio qui pourrait dépasser 46% du PIB en 2021.

La dette domestique (détenue surtout par des banques commerciales locales) pèse pour environ 1/3 du total. Elle est constituée principalement de titres émis sur le marché régional de l'UEMOA, à des taux plus élevés que la dette externe (5,8% en moyenne contre 1,4% pour la dette extérieure), détenue majoritairement auprès d'institutions multilatérales (Banque Mondiale, FMI, Banque Islamique de développement) et de prêteurs officiels bilatéraux. Ce poids de la dette domestique accroît le service de la dette publique (principal et intérêts) qui atteignait selon le FMI 5,2% du PIB en 2020 (30% des revenus, dons compris).

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Base d'exportation étroite mais termes de l'échange plutôt favorables**

Les recettes d'exportation proviennent très majoritairement de la vente d'or (près de 80% en moyenne sur la période 2016-19) et du coton. Les exportations sont destinées prioritairement à l'Afrique du Sud, la Suisse ainsi que des pays de la zone (Côte d'Ivoire et Burkina Faso).



Le Mali a bénéficié en 2020 de l'évolution favorable des cours de ces deux matières premières tandis que celui du pétrole (plus de 20% de ses importations) s'effondrait.

La production d'or devrait continuer à progresser et les cours ne devraient pas baisser fortement dans un contexte international qui s'améliore mais reste incertain. La demande chinoise du métal serait en outre particulièrement soutenue. La production de coton devrait également être orientée à la hausse, à nouveau soutenue par le gouvernement (subventions sur les engrais, hausse des prix garantis...). Les prix sont en outre bien orientés en début d'année. Toutefois, la hausse des prix du pétrole (plus de 20% des importations) et des biens alimentaires pourraient accentuer la dégradation du solde courant à -4% du PIB en 2021.

Les flux de capitaux, freinés pas la situation politique et sécuritaire, sont insuffisants pour couvrir les besoins de financement du Mali qui doit avoir recours à l'endettement.

- **Endettement extérieur : d'importantes vulnérabilités**

La dette extérieure (exclusivement publique) a peu évolué en 2020, à 26% du PIB Le Mali a en effet dû privilégier le recours à la dette domestique compte tenu de la suspension temporaire de financements internationaux à la suite du coup d'Etat de l'été 2020. Le ratio pourrait progresser et avoisiner 28% du PIB en 2021, ce qui reste peu élevé au regard des niveau des pays de la région (plus de 30% en moyenne en UEMOA).

Compte tenu de la structure de la dette, essentiellement à conditions concessionnelles, le service de la dette extérieure (principal et intérêts) est relativement peu élevé. Il devrait rester de l'ordre de 10% des revenus de l'Etat en 2021, inférieur au seuil de 18% recommandé par le FMI pour le pays.

Les besoins de financement du pays devraient continuer à augmenter, entraînant une hausse du ratio d'endettement. Les flux de financements des bailleurs de fonds multi et bilatéraux ont repris et devraient perdurer, sous réserve de l'absence de nouvelle crise politique. Le Mali a obtenu du FMI un allègement du service de sa dette d'avril à octobre 2021 (soit 0,2% du PIB) ainsi qu'un financement (Facilité de crédit rapide de 200 Mns \$). Le Mali a en outre bénéficié de l'Initiative de suspension du Service (ISSD) du G20 pour les échéances dues de mai 2020 à juin 2021 aux créanciers du Club de paris (13 Mns\$ environ, moins de 0,1% du PIB). L'essentiel des échéances dues à la Chine et autres créanciers non-membres du Club de Paris (75 Mns\$ ou 0,5% du PIB environ sur la même période) n'ont pas fait l'objet d'un accord de report.

Les vulnérabilités du pays sont fortes, en raison de la fragilité des recettes d'exportation ainsi que de la dépendance aux flux d'aides. L'évolution de la situation politique et sécuritaire ainsi que celle des cours des matières premières (tant du pétrole importé que de l'or ou du coton exportés), seront déterminantes pour la soutenabilité de la dette du pays à moyen terme. Le Mali est classé en catégorie Caa1 par Moody's depuis septembre 2020.



4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Situation sécuritaire très instable**

Le Mali a été touché par une **crise majeure en 2012** avec la prise de contrôle des régions du Nord par des groupes indépendantistes, suivie d'un coup d'Etat militaire. La relative stabilisation de la situation, obtenue avec l'aide de pays voisins, de la France et des Nations Unies, a permis l'organisation d'élections en 2013. Le gouvernement a signé en mai 2015 un accord de paix (Accord d'Alger) avec des groupes armés, prévoyant en particulier une plus grande décentralisation du pouvoir et des projets de développement du nord du pays. Malgré l'intervention des forces de G5 Sahel⁵, avec un soutien international (notamment de l'opération Barkhane) pour lutter contre les trafics et le terrorisme, **les attaques des djihadistes sont restées fréquentes**. A cette situation sécuritaire très précaire s'est ajoutée une **crise politique courant 2020**.

- **Départ du président contraint à la démission par un groupe de militaires**

Ibrahim Boubacar Keïta, président depuis 2013 réélu en août 2018 **a fait face à d'importantes manifestations** à la suite des élections législatives de mars-avril 2020, particulièrement après l'invalidation d'une trentaine de résultats favorables à l'opposition. Cette contestation, organisée notamment par le « Mouvement du 5 juin – Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) » a dégénéré **début juillet, provoquant des mouvements violents à Bamako**. C'est dans ce contexte que le Président I. B. Keïta a été contraint à la **démission** dans la nuit du 18 au 19 août par un groupe de militaires qui a constitué un « Comité national pour le salut du peuple (CNSP) » et pris le pouvoir le 27 août. Le Mali a ainsi connu son **7^{ème} changement de pouvoir sans élection depuis son indépendance** (1960) et le 3^{ème} depuis 2012, témoignant de la grande instabilité politique du pays.

Le coup d'Etat a été suivi d'une **période de sanctions de la part des pays de la CEDEAO** et de la communauté internationale, suspendant tout flux commercial et financier avec le Mali. La mise en place d'un gouvernement de transition, la nomination d'un président et d'un Premier Ministre civils et l'engagement de rendre le pouvoir à l'issue d'une transition de 18 mois ont permis **la levée des sanctions en octobre 2020**.

En avril 2021, le gouvernement de transition a annoncé, conformément à ses engagements, l'organisation

d'élections présidentielles et législatives le 27 février 2022. En amont, un référendum sur la révision Constitutionnelle devrait également se tenir fin octobre 2021. Une partie de l'opposition (notamment le M5) reproche cependant au pouvoir en place son manque de concertation.

L'absence de progrès de la lutte contre la pauvreté (le Mali est 184^{ème} (sur 189) au classement des indices de développement humain (IDH) des Nations Unies 2019) alimente le mécontentement persistant de la population et les mouvements de contestation. La crise sanitaire et ses conséquences économiques devraient aggraver la situation. Par ailleurs, **la situation sécuritaire reste très dégradée**, notamment au nord du pays où les attaques terroristes sont très fréquentes.

- **D'importantes défaillances en matière de gouvernance**

Les **performances** du Mali selon les indicateurs de Gouvernance de la Banque Mondiale sont **globalement moins bonnes que celles des pays de l'UEMOA** et tendent à se dégrader. La **corruption** est particulièrement élevée. Le Mali est classé 129^{ème} (sur 180) selon l'indice Transparency international 2020 (116^{ème} en 2017). Les lois adoptées en 2013 et 2014 dans ce domaine n'ont pas eu les effets escomptés.

L'environnement des affaires est peu favorable, en raison des difficultés d'accès à l'électricité, aux financements et à l'insuffisante protection des investisseurs.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Mali, dont les 2/3 du territoire sont arides ou semi-arides est **très exposé aux risques climatiques**, en particulier son secteur agricole.

Le pays est un émetteur moyen de GES (70^{ème} sur 170 pays selon l'EIA), provenant de l'agriculture et de la production d'énergie. **Ses émissions ont augmenté de plus de 5,5%/an en moyenne entre 2014-18, plus rapidement que pendant les quatre années précédentes (+2,6% / an en moyenne)**. Le Mali s'est engagé à les réduire de 29% d'ici 2030, en privilégiant la production d'énergie renouvelable. L'objectif semble toutefois ambitieux, surtout dans le contexte économique et politique du pays.

⁵ Mali, Burkina Faso, Niger, Mauritanie, Tchad



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre *Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie* as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer *Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est* adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier *MENA, Turquie, Chine, ASEAN* victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole* sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin *Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME* laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau *Macroéconomie France, conjoncture ETI* Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.